



AMERIQUE/BRESIL - Préoccupation pour les conséquences sociales de prochains événements internationaux : les Evêques étudient la question

Brasilia (Agence Fides) – Les membres du CONSEP (Conseil pour la Pastorale selon son sigle portugais), qui a pour mission de contrôler la mise en œuvre des orientations générales de l'action évangélisatrice de l'Eglise au Brésil, ont dédié leur rencontre du mardi 27 novembre à la situation nationale et mondiale. La Commission brésilienne Justice et Paix (CBJP) et un certain nombre d'experts consultants dans le domaine politique ont offert leur contribution en vue de l'analyse des principaux événements économiques, politiques et culturels du monde et du pays. Cette analyse est faite systématiquement à l'occasion des réunions des Commissions de la CNBB et de l'Assemblée générale des Evêques et a été toujours rendue disponible sur le site de la Conférence épiscopale même s'il ne s'agit pas d'un document officiel.

Parmi les événements importants, ont été retenues la Coupe de Monde de football et les Jeux Olympiques, avec des questions spécifiques sur les œuvres, les risques que ces événements peuvent présenter pour la population et sur les bénéfices réels qu'ils produiront pour le pays. A été également analysée la situation délicate du déplacement des personnes qui occupent les zones désormais utilisées en vue de la construction de centres sportifs alors qu'une grande préoccupation est causée par le risque d'une augmentation du tourisme sexuel au cours des événements précités. Les Evêques ont reçu de nouveaux détails concernant la dernière réunion de la CNBB, à laquelle a participé le Premier Ministre du Secrétariat général de la Présidence de la République, Gilberto Carvalho.

La note envoyée à l'Agence Fides par la CNBB à propos de la rencontre du CONSEP conclut en insistant sur l'importance de « reconnaître explicitement l'existence et le rôle des organisations religieuses et d'autres organisations liées aux Eglises, en tant que participants actifs à la société du fait de leur pouvoir d'organisation, de mobilisation et d'autonomie des processus de développement social et de démocratique du pays ». (CE) (Agence Fides 28/11/2012)